

Pour certains groupes, les questions d'environnement et de développement font partie d'un même agenda « social », qui inclut également les droits de la personne et des travailleurs, le statut des femmes, la protection des enfants, l'éradication de la pauvreté, la promotion des Autochtones, l'éducation et la santé publiques. Parmi ces groupes, les plus revendicatifs dans les débats sur le commerce sont les syndicats et les ONG qui militent en faveur de l'environnement, du développement et des droits de la personne. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, ils se préoccupent davantage des conditions instaurées pour le commerce et l'investissement que de ces activités proprement dites. Ils se demandent si le contexte actuel pour les échanges et les paiements internationaux est adapté aux pays en développement, car en l'absence de structures de direction fortes, le commerce risque de ne profiter qu'à une oligarchie. Ces groupes sont majoritairement favorables à l'approche « de la carotte et du bâton » et préconisent d'utiliser les accords commerciaux pour imposer les changements souhaités de manière plus efficace que les approches coopératives comme celles que privilégie le Canada. D'aucuns prétendent parler au nom des citoyens des pays en développement — dont les ONG sont souvent les partenaires — et déclarent que leur avis doit primer sur celui des gouvernants des pays en question qui, selon eux, n'ont pas toujours de légitimité démocratique.

Pour ce qui est des **Canadiens dans leur ensemble**, les sondages montrent qu'ils sont très confiants dans les retombées du commerce et des accords commerciaux : ils souhaitent poursuivre la libéralisation des échanges et soutiennent la politique commerciale de leur gouvernement. Toutefois, les Canadiens sont également sensibles aux critiques — les négociations et les accords sur le commerce sont le révélateur des inquiétudes suscitées par la mondialisation — et souhaitent être certains que nos politiques commerciales et économiques ne privilégient pas la croissance au détriment du bien-être social, au Canada comme dans le reste du monde. À l'instar des citoyens de nombreux autres pays, les Canadiens n'aiment pas les incertitudes sur l'avenir. D'un autre côté, en raison de notre longue histoire de nation commerçante, ils comprennent intuitivement que la politique commerciale ne peut que promouvoir, mais pas garantir des conditions favorables au Canada ou à d'autres pays. Ce qu'ils réclament en fait, c'est l'assurance que, conformément aux thèmes évoqués dans le dernier discours du Trône, le gouvernement fédéral trouve un équilibre entre les préoccupations sociales et environnementales et la croissance économique, qu'il a prévu et atténué les répercussions négatives intempestives sur la société et l'environnement du Canada et que le progrès social et économique se poursuivra à l'échelon national et international.